

Etat espagnol : Fin d'époque, changements et incertitudes pour la fin de l'année

mercredi 19 décembre 2018, par [GARI Manuel](#), [PASTOR Jaime](#) (Date de rédaction antérieure : 17 décembre 2018).

Sommaire

- [Une réorientation profonde de](#)
- [Une fin d'époque pour la \(...\)](#)
- [Spain is not different](#)
- [Et, comme souvent : maintenant](#)
- [La question de Vox](#)
- [En guise de conclusion proviso](#)

T'imagines-tu un grand sorcier du Ku Klux Klan, portant toutefois un costume et avec des manières de dirigeant d'entreprise, devenir président des États-Unis ? Impossible. C'est comme si Donald Trump arrivait à la Maison Blanche. C'est ainsi, en riant, tranchant, que répondait l'inspecteur afro-américain Ron Stallworth de Colorado Springs (Colorado) au cœur de la montée des droits civiques et du pouvoir noir des années 1960 et 1970. Ce personnage est mis en scène dans le dernier film de Spike Lee, *BlacKKKlansman* [1].

Ce qui le faisait rire est pourtant arrivé. Et pas seulement Trump. Chaque jour voit plus de gouvernants nationalistes néolibéraux et autoritaires - qui conservent certes de grandes différences les uns avec les autres, mais comptent aussi de nombreux points communs -, des Philippines à la Chine, à la Russie en passant par l'Europe centrale et l'Italie jusqu'aux États-Unis.

Son exemple commence à rencontrer de l'écho au sein de partis de droite et d'extrême droite en ascension, aspirant à gouverner dans de nombreux pays. L'élection de Jair Bolsonaro au Brésil est le dernier épisode dramatique de cette série. Tous ces personnages sont la manifestation de L'âge de la régression - pour reprendre le titre d'un ouvrage collectif - qui menace les libertés, mais aussi, ainsi que l'indique dans ce même livre Nancy Fraser fait qu'« une telle situation est certes dangereuse, mais elle offre aussi des opportunités de construire une nouvelle "nouvelle gauche" » [2].

Une réorientation profonde de la droite mondiale

Au terme des « trente glorieuses » années d'expansion capitaliste, marquées par une relative paix sociale qui permit l'existence du pacte social à l'origine de « l'État providence » dans les pays industrialisés, les crises cycliques menacent toujours la stabilité ainsi que la continuité de l'expansion et de l'accumulation capitalistes.

Face à cela, la bourgeoisie a trouvé la solution dans les recettes anti-keynésiennes et néolibérales, mise en œuvre à la suite des victoires de Reagan et de Thatcher ainsi que le moyen de battre le mouvement ouvrier. Mais, suite à la menace de nouveaux troubles économiques, l'anabolisant a donné libre cours à la financiarisation de l'économie capitaliste mondialisée, une croissance

exponentielle de la dette mondiale ainsi que l'imposition des recettes austéritaires, toutes les mêmes, du Fonds monétaire international (FMI). Dans le cas de l'Union européenne (UE), les normes antisociales et rigides du Traité de Maastricht [3] ainsi que la discipline de l'euro [mis en circulation début 2002] ont inauguré le déclin de la légitimité du projet européen.

L'oligarchie financière et industrielle sur l'ensemble de la planète réorganise ses outils politiques en vue de maintenir son hégémonie dans le nouveau contexte, postérieur à la crise de 2007-2008 et à l'entrée en déclin en tant que puissance économique hégémonique des États-Unis. Elle fait cela dans un cadre changeant caractérisé par une fuite en avant des processus de dérégulation économique, de privatisation, d'extractivisme (ce qui rend valable l'expression de « nouveau » néocolonialisme écocide), mais dont la nouveauté réside dans l'apparition d'une exacerbation nouvelle de la concurrence entre pays, appelons-la « interimpérialiste ». Ce qui engendre une combinaison explosive : mondialisation, multilatéralisme et nationalisme protectionniste. Trump n'est pas simplement le fou capricieux des *fake news* ou des oukases xénophobes diffusés par tweet, il est - pour l'instant - le modèle du chef de gouvernement pour 2019, fonctionnel au capitalisme nord-américain. Et, par extension, ses équivalents sont fonctionnels dans chaque pays dans la recherche d'une sortie à la nouvelle crise de la mondialisation capitaliste de la finance de l'ombre.

Une fin d'époque pour la gauche conventionnelle

Mais avec cette vague de solutions autoritaires de « ceux d'en haut » contre « ceux d'en bas », les limites des solutions populistes, en franc déclin en Amérique latine, ont pleinement montré leurs limites. Elle a aussi souligné l'impuissance et l'inanité des alternatives « progressistes » de la gauche social-démocrate (devenue social-libérale) ainsi que du populisme de gauche toujours plus institutionnalisé et assimilé au système.

Toutes ces options souffrent d'un manque de mordant anticapitaliste et d'orientation écosocialiste radicalement démocratique, remettant en cause le système. Il s'agit de formules qui se fixent pour objectif exclusif d'arriver au gouvernement sans impulser en même temps l'auto-organisation populaire, raison pour laquelle elles se montrent incapables d'affronter de nouveaux défis et, par conséquent, deviennent inutiles à la défense des classes subalternes en ce premier quart du XXI^e siècle.

Nous vivons une fin d'époque, celle de la gauche du système, laquelle n'a pas apporté d'embryons de réponses aux deux principaux problèmes de l'humanité : les inégalités sociales et le réchauffement planétaire. L'accumulation croissante des richesses mondiales en un nombre de mains toujours plus restreint au moyen de la méthode de l'intensification de l'exploitation et de l'expropriation des majorités [d'êtres humains] trouve son origine dans ce qu'Antonio Ariño et Joan Romero ont qualifié, comme d'autres auparavant, de sécession des élites, en particulier des riches [4].

Une sécession qui traverse autant les phases d'expansion comme celles de récession et qui n'est pas étrangère à la persistance des émissions de gaz à effet de serre ainsi qu'à l'échec des réunions internationales sur le climat organisées sous les auspices des Nations Unies, tel que le Sommet de Katowice (en Pologne) qui s'est tenu du 2 au 15 décembre, bien que l'on ait appris que - ainsi que le note Begoña María Tomé-Gil - « au cours de la même semaine, le rythme de croissance du CO₂ a marqué un nouveau record en 2018, mettant un terme aux espoirs que les émissions aient atteint leur pic. Malgré des décennies de coopération internationale, il ne semble pas que les Nations Unies nous aient amenés à un seuil de sécurité climatique. Les engagements présentés par les 200 pays nous conduisent à un réchauffement de 3°C pour la fin du siècle » [5].

Dans ce panorama, une fois de plus, les solutions viennent d'en bas, de ceux et celles qui pensent

que ni dieux, ni césars, ni tribuns ne résoudre le problème. Quand est-ce que la gauche apprendra que l'on n'a pas besoin d'hyper-leaderships mais plutôt de peuples organisés, mobilisés et jouissant d'une capacité d'action ? Les classes laborieuses, dans les nouvelles conditions des rapports capital-travail marquées par la précarisation, la perte de droits et l'appauvrissement, résistent d'une manière fragmentée, mais réelle, dans les interstices du système à Pékin (en défense des salaires, de la sécurité et de la santé au travail) et en France (les « gilets jaunes ») ainsi que, semble-t-il, de manière embryonnaire, dans l'État espagnol (Coca-Cola, Amazon, Kellys, etc.), exprimant des formes renouvelées d'indignation et d'organisation. En particulier parmi les femmes. Le mouvement féministe a été l'un des remparts dans la lutte contre Trump et Bolsonaro et dans notre cas [espagnol], il a représenté un passage à l'action, un rajeunissement et une ampleur inédite, réagissant dans les rues et avec les idées contre la violence machiste, mais il va plus loin. Il s'est fixé pour objectif la fin de l'hétéropatriarcat ; sa dynamique anticapitaliste pourrait bien se développer face aux limites du féminisme institutionnel.

***Spain is not different* [6]**

Ici aussi, ainsi que l'ont montré les élections récentes en Andalousie [voir les articles publiés sur ce site en date : 6, 7 et 14 décembre 2018], la droite s'est non seulement renforcée, elle s'est « droitisée ». Bien que l'Andalousie ait ses propres spécificités, il convient de souligner, au vu des résultats, que la crise de régime n'est pas terminée. Une dose importante de volatilité du système des partis, de discrédit des pouvoirs centraux du régime de la réforme (monarchie et magistrature, fondamentalement) demeure dans l'ensemble de l'État espagnol.

A cela s'ajoute la grande distance entre les partis et les institutions, d'un côté, et, de l'autre, le gros de la population.

Selon *El País* du 16 décembre, le parti d'Albert Rivera a soutenu 11 des 16 décrets présentés par le gouvernement de Pedro Sanchez et s'est abstenu en trois occasions... et s'est opposé deux fois

La crise de l'État avec la Catalogne, la persistance des aspirations démocratiques du bloc souverainiste – au sein duquel se développe, entre ses différentes composantes, une lutte pour l'hégémonie – face à la judiciarisation du conflit se maintiennent et agissent comme des facteurs de déstabilisation.

Dans le cas andalou, comme produit de la déception d'un large secteur populaire de gauche qui s'est abstenu, la polarisation s'est faite au sein du régime, entre les forces qui le défendent et en assurent le maintien, qu'il s'agisse de la version du PSOE, du PP ou de son émanation Vox ou encore de la variante Ciudadanos.

Face à ce bloc qui défend le régime de 1978 – bien que son nouvel associé d'extrême droite [Vox] veuille le réviser à fond, bien entendu dans la même direction que Pablo Casado [le nouveau dirigeant du PP], étant toutefois plus franchement postfranquiste –, les forces du changement, plus concrètement Adelante Andalucía, en dépit d'une campagne exemplaire, ne sont pas parvenues à mobiliser une fraction de ses électeurs au sein des classes laborieuses et à devenir un pôle de référence devant l'ensemble des forces du système, car elles n'ont pu secouer le « sambenito » [vêtement infamant porté par les pénitents tombés entre les mains de l'Inquisition] imposé depuis le nord du Despeñaperros [gorge qui relie le plateau central castillan à la plaine andalouse ; les auteurs font ainsi allusion au manque d'autonomie vis-à-vis du noyau dirigeant madrilène de Podemos et de ses priorités].

En effet, Unidos Podemos à l'échelle de l'État est réduit chaque jour un peu plus à une force soumise

aux manœuvres du président du gouvernement du PSOE, Pedro Sánchez. Celui-ci tente en effet de se maintenir au gouvernement après avoir fait voter, en juin, une motion de défiance qui a permis la chute du gouvernement Rajoy.

Pour ce qui a trait à Podemos, quatre phénomènes très négatifs pèsent de tout leur poids ainsi qu'on a pu le remarquer au cours des derniers mois : 1° la dépendance paralysante de la direction envers son secrétaire général [Pablo Iglesias] qui dispose, en pratique, de compétences illimitées ; 2° la perte de pluralisme interne et l'absence d'espaces de débat démocratique ; 3° l'imposition de règles et de règlements qui portent atteinte au principe de proportionnalité de la représentation [des orientations et courants] autant au sein des organes internes que lors de l'élaboration des listes électorales ; 4° enfin, l'irrésistible tentation d'arriver au gouvernement sans véritable orientation stratégique et programmatique, ce que nous pourrions donc appeler un programme en mutation constante en fonction de son alliance avec le PSOE, au nom de la possibilité d'un co-gouvernement avec ce dernier.

A mesure que les forces du changement s'éloignent de l'esprit de contestation qui l'a inspiré - né de la volonté de milliers d'activistes du 15M [les « indignés »] qui voulaient que les revendications de la rue soient mises en œuvre dans les parlements et les communes -, elles perdent en capacité de changement. A mesure qu'elles ressemblent au reste des partis et rejoignent l'espace *mainstream*, elles perdent de l'espace, suscitent moins d'enthousiasme et reçoivent moins de soutien.

Le problème réel qui doit être résolu est que ni la motion de défiance [face à Rajoy], ni l'alliance [entre forces parlementaires diverses] qui en a assuré le succès n'ont, pour l'instant, porté des fruits sur le terrain d'une amélioration substantielle des conditions d'existence de la population : une amélioration du nombre et de la qualité des emplois, une augmentation de la masse salariale, une réactivation de services publics de qualité. C'est ce qui fixe les limites de l'efficacité des gestes et du discours.

Et, comme souvent : maintenant, que faire ?

L'encouragement à la création de nouveaux réseaux de ceux et celles d'en bas, qu'ils soient moléculaires et de base, que leur degré de réalisation et de coordination soient plus importants, est le premier objectif auquel s'atteler pour rendre effective la lutte contre la pauvreté, la déstructuration de la société, l'idéologie de l'individualisme (mortel pour les classes laborieuses) et la précarité laborieuse. La création d'espaces de rencontre et de coopération est indispensable à la mise en place d'un tissu de résistance sociale.

L'encouragement à l'expression autonome des mouvements sociaux et que soient mis à leur service tous les jalons institutionnels conquis au cours de la période électorale 2019-2020 (à moins d'élections générales anticipées). Cela conjointement à la construction d'une alternative municipaliste participative, démocratique - en contestation à la ville des spéculateurs, en faveur de la ville des gens - ainsi que la promotion d'un débat sur l'Union européenne, sur ses dérives néolibérales et xénophobes. Ces thèmes devraient occuper la plus grande part des efforts immédiats des forces du changement. Sans cela, les forces du changement ne seront pas des catalyseurs réels du changement.

L'encouragement - sur la base du respect le plus absolu de son autonomie, de ses rythmes et de ses expériences - apporté à un mouvement féministe capable de faire face au néo-machisme réagissant brutalement face aux avancées des femmes et à la haine marquée envers des LGBT, combiné à la tâche visant à renforcer sa capacité à combattre toutes les formes de discrimination salariale, sociale, culturelle et politique des femmes sont des conditions indispensables pour asseoir un pilier

fondamental du bloc social contre-hégémonique, celui de la moitié de la population opprimée et discriminée : les femmes.

L'encouragement à la réactivation des outils syndicaux afin d'imposer l'abrogation des [contre-]réformes de la législation du travail, le renforcement de la négociation collective, la diminution de la journée de travail, la création d'emplois et la répartition du travail existant peut permettre le retour sur scène de la classe laborieuse, jouant un rôle politique qui lui soit propre.

L'encouragement apporté à la revendication démocratique d'un référendum sur la forme de l'État afin d'en finir avec un des piliers fondamentaux de la transition élaborée par les franquistes et imposée dans la Constitution de 1978 : la monarchie incarnée par la famille-entreprise des Bourbons, ce qui suppose de faire des progrès réels dans le démantèlement du régime, la rupture démocratique et l'exigence de processus constituant(s).

La question de Vox

Sans sous-estimer le danger potentiel que représente Vox - dont le premier effet est de donner le ton de la droite ainsi que de remplir de manière disproportionnée l'agenda médiatique - il convient de développer une analyse plus détaillée que celles simplistes proposées (dans la précipitation et par le PSOE) sur ce que représente Abascal [le dirigeant de Vox] et ses *caballeros*.

Le parti d'Abascal a catalysé le « *coming out* » d'anciens secteurs franquistes, l'expression du malaise d'une partie des classes moyennes traditionnelles qui attribuent leurs malheurs non pas à ce qui en est à l'origine mais aux secteurs les plus vulnérables de la société (les migrations, l'islam ou les femmes). Dès lors, ils se lancent à la recherche abstraite d'une sécurité face aux facteurs portant atteinte à leur « identité » nationale (la question catalane), ou simplement traduisent ainsi leur colère face au caractère peu exemplaire affiché par les politiciens. Si nous n'identifions pas la meilleure façon de les arrêter, si nous en faisons l'objectif unique à combattre, ce qui les renforcerait, il ne fait pas de doute qu'ils deviendront dangereux dans le cas où leur actuel autoritarisme ultralibéral parvient à se lier (ce qui n'est pas encore le cas) à des secteurs populaires désespérés.

Le premier aspect qui doit être pris en compte, c'est que Vox fait partie du système. Ce n'est pas pour rien que ce parti est issu de vieux militants du PP (Abascal ou Bardají sont à cet égard paradigmatiques [7]). Vox est le produit politique du régime de la réforme, de ses concessions, du caractère inachevé de ses tâches démocratiques et antifranquistes, de la contradiction entre pouvoir « être démocratique » et ne pas être antifranquiste car il n'y a pas eu de rupture démocratique ni de processus constituant proprement dit, puisque tout a été réduit au changement légal sous couvert d'accords secrets.

La deuxième question à considérer est la suivante : la principale digue dressée contre le parti ultra ne résultera pas des jeux réglementaires institutionnels, mais plutôt d'une large alliance transversale et plurielle disposant d'une capacité de mobilisation de masse, comprenant les organisations féministes, syndicales, étudiantes ainsi que ceux et celles qui luttent pour les droits nationaux, les libertés et le progrès social.

La troisième est que les formes de lutte antifasciste ne sont pas uniques ni homogènes. Elles doivent être toutes complémentaires, sur la base d'une aspiration commune à reconstruire un tissu associatif alternatif au sein de nos villes, quartiers et villages.

En guise de conclusion provisoire

Si l'on paraphrase Ulrich Beck, qui a affirmé que « lorsqu'un ordre mondial s'effondre, il est temps de commencer à réfléchir », nous pouvons conclure que notre première obligation est précisément de penser avec notre tête, combattre la paresse intellectuelle, fuir les métaphores et les parallélismes simplistes, analyser concrètement à partir d'une vision holistique et, ce qui est plus important, tracer une feuille de route.

Essayer, faire des erreurs, corriger et avancer. Autant pour penser collectivement que pour agir de manière coopérative et conjointe, il est nécessaire de constituer cette nouvelle gauche dont parle Fraser.

Et, en définitive, autant face à Vox que face à l'ensemble des forces de droite et des piliers du régime de la réforme, la question pour la « gauche à construire » est de placer au premier plan, face à un néolibéralisme toujours plus autoritaire, un agenda social et démocratique, un facteur qui accélère les processus d'unité réelle des forces qui préexistent et sont le ciment fondamental du bloc contre-hégémonique.

Ce n'est que dans ce contexte qu'une lutte électorale peut être une contribution à un projet suscitant de l'enthousiasme, à même d'engendrer un nouvel horizon destituant, républicain et de rupture face à la vague réactionnaire et à la soumission face au PSOE. Il s'agit là de la base de la (re)construction des forces du changement dont nous avons besoin, celles qu'appelaient de leurs vœux un grand nombre d'activistes du 15M et que, avec encore plus de raisons qu'auparavant, il nous revient de retrouver et de rénover.

Jaime Pastor et Manuel Gari

P.-S.

- Article destiné à la revue en ligne *Contexto.es* ; traduction A L'Encontre publiée le 17 décembre 2018 :
<http://alencontre.org/europe/espagne/etat-espagnol-changements-et-incertitudes-pour-la-fin-de-lanne.html>
 - Jaime Pastor et Manuel Gari sont membres de Anticapitalistas (courant affirmé de Podemos) et animent le site Viento Sur.
-

Notes

[1] Diffusé dans les salles sous le titre BlacKkKlansman : J'ai infiltré le Ku Klux Klan.

[2] FRASER, Nancy, « Néolibéralisme progressiste contre populisme réactionnaire : un choix qui n'en est pas un » in GEISELBERGER, Heinrich, *L'âge de la régression*, Paris : Gallimard, 2018 [2017], p. 75.

[3] signé en février 1992 et entré en vigueur en novembre 1993, de son nom officiel Traité sur l'Union européenne.(Réd. A L'Encontre)

[4] ARIÑO, Antonio ; ROMERO, Joan, *La secesión de los ricos*, Barcelona : Galaxia Gutenberg, 2016.

[5] TOMÉ-GIL, Begoña María, “La Cumbre del Clima de Katowice, un momento para la ambición y justicia climática”, 10 décembre 2018 :
<https://blogs.20minutos.es/la-energia-como-derecho/2018/12/10/la-cumbre-del-clima-de-katowice-un-momento-para-la-ambicion-y-justicia-climatica/>

[6] Détournement du slogan destiné aux touristes, dans les années 1960, diffusé par le Ministère de l'information et du tourisme : Spain is different. Il s'agissait alors de naturaliser l'autoritarisme du franquisme tout en valorisant une prétendue voie particulière à la modernité, qui serait par essence différente au reste de l'Europe occidentale.(Réd. A L'Encontre)

[7] <http://alencontre.org/europe/espagne/etat-espagnol-santiago-abascal-le-le-pen-basque-qui-a-grandi-a-lombre-de-laznarisme-les-elus-de-vox-en-andalousie.html>